

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 8 avril 2024

Nos réf. : SAU/JH/MI n° 24-178

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS CELS ENERGIE

12, route de Charny
10170 LONGUEVILLE-SUR-AUBE

Code AIOT : 0005704555

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 mars 2024 dans l'établissement SAS CELS ENERGIE implanté CELS ENERGIE, Extension PE Longueville-sur-Aube 10170 LONGUEVILLE-SUR-AUBE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection du parc éolien de Longueville, extension implantée sur la commune de LONGUEVILLE-SUR-AUBE et CHARNY-LE-BACHOT (10). Cette inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées de l'Aube pour l'année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CELS ENERGIE
- CELS ENERGIE - Extension PE Longueville-sur-Aube - 10170 LONGUEVILLE-SUR-AUBE
- Code AIOT : 0005704555
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SAS CELS ENERGIE est l'exploitant autorisé de ce parc éolien. Le parc éolien est composé de 6 éoliennes et 2 postes de livraison de l'électricité. La puissance installée totale du parc atteint 13,95MW. Elle constitue l'extension du parc éolien exploité par la SAS Ailes d'Argensol, dont l'inspection s'est déroulée conjointement.

Les éoliennes du parc ont été mises en services en 2014.

L'exploitant s'est fait connaître de la Préfète après la publication du décret n° 2001-984 du 23 août 2011 introduisant les activités de production d'électricité par l'énergie mécanique du vent dans la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Les installations relèvent donc du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Section 4 – Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 | Sans objet |
| 2 | Permis de construire n° PC 010 086 10 W0004 et n° PC 010 207 10 W0001 | Autre du 30/06/2010, article 6 | Sans objet |
| 3 | Section 4 – Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 | Sans objet |
| 4 | Section 4 – Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 | Sans objet |
| 5 | Section 4 – Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 | Sans objet |
| 6 | Section 4 – Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 | Sans objet |
| 7 | Section 4 – Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 | Sans objet |
| 8 | Section 4 – Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 | Sans objet |
| 9 | Section 4 – Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 | Sans objet |
| 10 | Section 4 – Exploitation | Code de l'environnement du 24/11/2022, article 20 | Sans objet |
| 11 | Section 5 – Risques | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22 | Sans objet |
| 12 | Section 5 – Risques | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 | Sans objet |
| 13 | Section 6 – Bruit | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25 | Sans objet |
| 14 | Section 8 – Garanties financières | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rapports de mortalité ne permettant pas de statuer sur la mortalité réelle du parc vis-à-vis des populations de chiroptères et de l'avifaune. Un nouveau suivi conforme à la réglementation en vigueur est attendu au cours de cette année.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Section 4 – Exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 |
| Thème(s) : Autre, Suivi environnemental |
| Prescription contrôlée : |

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord de la Préfète, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par la Préfète, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance à la préfète prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Constats :

Par courriel du 13 mars 2024, l'exploitant a transmis le dernier rapport de suivi environnemental de mortalité avifaune et chiroptères. Ce suivi a été réalisé au cours de l'année 2016.

Ce suivi n'a pas été effectué suivant une méthode reconnue par le ministère car réalisé avant l'adoption de ladite méthode.

S'agissant de l'avifaune, le suivi ne met pas en avant un enjeu particulier vis-à-vis des populations de passereaux et de rapaces. Il laisse supposer un enjeu local pour les populations de faucon crécerelle mais conclut à la nécessité de réaliser un suivi supplémentaire pour vérifier l'incidence du parc sur le faucon crécerelle.

Un suivi comportemental de l'avifaune entre 2014 et 2018 a été également fourni. Les prospections réalisées ont permis de repérer des nids de faucon crécerelle.

Concernant les chiroptères, le rapport de suivi de mortalité indique que le parc éolien présente un enjeu chiroptérologique. Il conclut à la nécessité de réaliser un suivi supplémentaire avec notamment une écoute en hauteur.

Au vu des conclusions du rapport de suivi de mortalité résumées ci-dessus, le suivi réalisé ne permet pas de statuer sur l'impact réel du parc sur les populations de chiroptères et le faucon crécerelle.

Cependant, le prochain suivi de mortalité conforme au présent article comportant notamment un suivi à hauteur de nacelle de l'activité des chiroptères et un suivi de mortalité de l'avifaune sera réalisé cette année. Il devra être transmis à l'inspection des installations classées pour analyse.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Permis de construire n° PC 010 086 10 W0004 et n° PC 010 207 10 W0001

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 30/06/2010, article 6 |
| Thème(s) : Autre, Mesures compensatoires |
| Prescription contrôlée : Les mesures compensatoires suivantes seront strictement respectées : - mise en place de mesures agro-environnementales sur une surface de 16,26 hectares dans la Vallée de l'Aube. - plantation d'un linéaire de haie arbusive d'essences locales de 2400 mètres sur 7 mètres de large. |
| Constats : Lors de la présente visite, l'inspection des installations classées a pu constater la présence des mesures agro-environnementales et de linéaires de haies conformément au présent article. Par ailleurs, la localisation des mesures a été transmise par courriel du 13 mars 2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Section 4 – Exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 |
| Thème(s) : Autre, Intrusion |
| Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. |
| Constats : Les accès à l'intérieur du poste de livraison et de l'éolienne inspectés sont maintenus à clef, les personnes étrangères n'ont pas accès aux installations. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Section 4 – Exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 |
| Thème(s) : Autre, Identification |
| Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; |

| |
|---|
| - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. |
| Constats : Les aérogénérateurs sont identifiés par un numéro. Cependant, lors de la présente visite, le numéro d'identification de l'aérogénérateur E9 n'était pas lisible. En complément de la visite, par courriel du 13 mars 2024, l'exploitant a transmis des justificatifs attestant du renouvellement de l'affichage des numéros d'identifications. Un panneau comportant les informations demandées dans le présent article est présent à l'entrée du chemin d'accès de l'éolienne E9. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Section 4 – Exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 |
| Thème(s) : Autre, Sécurité |
| Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. |
| Constats : Par courriel du 1 ^{er} mars, l'exploitant a transmis une attestation sur l'honneur de formation du personnel d'ENERCON (le turbinier) mentionnant le niveau d'habilitation pour les travaux électriques de chaque technicien, ainsi qu'une déclaration stipulant que ces derniers sont à jour dans leur suivi médical et ont suivi différentes formations nécessaires pour l'intervention sur le parc éolien (SAFETY, SST, Travail en hauteur & Évacuation d'urgence, Lutte contre l'incendie, Utilisation de LIFT, etc.). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Section 4 – Exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 |
| Thème(s) : Autre, Propreté |
| Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. |
| Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur E9, ainsi que du poste de livraison sont maintenus en bon état de propreté. L'inspection des installations classées n'a pas constaté d'entreposage de matériaux combustibles ou inflammables le jour de la visite d'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Section 4 – Exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 |
| Thème(s) : Autre, Maintenance |
| Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. |

- un arrêt ;
- un arrêt d'urgence ;
- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

L'inspection a contrôlé par sondage les rapports de maintenances de éoliennes E9.

S'agissant des tests de mise à l'arrêt et de mise à l'arrêt d'urgence, ils sont effectués lors de la maintenance dite « master maintenance » qui est réalisée annuellement.

Concernant la mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse, ce point est vérifié lors de la maintenance dite « Wind based maintenance » réalisée annuellement, conformément au présent article.

Concernant les installations électriques, elles sont contrôlées annuellement par un organisme agréé. Les derniers rapports de contrôles pour l'ensemble des machines (en date de septembre 2023) et du poste de livraison ont été présentés à l'inspection des installations classées. La fréquence et la nature des contrôles sont conformes au présent article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

Thème(s) : Autre, Maintenance

Prescription contrôlée :

I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes

de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Par sondage l'inspection a contrôlé les rapports de maintenances des machines E9.

Trois campagnes de maintenances sont réalisées par le turbinier :

- une maintenance « master », réalisée annuellement,
- une maintenance « wind based », réalisée annuellement conjointement à la précédente maintenance,
- une maintenance « grease », réalisée annuellement en alternance de 6 mois avec les deux autres.

Une maintenance complète est également réalisée tout les 4 ans.

I- Le contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur est réalisé lors de la maintenance dite « master maintenance ». L'ensemble des brides sont vérifiées à chaque campagne de maintenances et réalisée annuellement.

II- Un contrôle visuel des aérogénérateurs conforme au présent article est réalisé lors des maintenances effectuées par le turbinier ayant lieu tout les 6 mois.

III. -Par courriel du 1er mars 2024, l'exploitant a transmis la liste des systèmes instrumentés de sécurité. Ces équipements sont vérifiés lors des maintenances réalisées par le turbinier, selon une fréquence conforme au présent article.

IV. - Le manuel des machines E9 a été transmis et contient les éléments prescrits par le présent article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20

Thème(s) : Autre, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les

| |
|--|
| <p>intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les gestion des déchets du parc sont effectuées par le turbinier. La convention de gestion des déchets a été transmise. Elle comprend notamment les récépissés de déclaration du transporteur ainsi que les arrêtés d'autorisation des centres de traitements. Par courriel du 1er mars 2024, l'exploitant a également transmis les bordereaux de suivis de déchets des parcs pour l'année 2022 et 2023. Cependant ces BSD mentionnent le turbinier comme producteur du déchet et non l'installation ICPE. Ce point devra être modifié par l'exploitant. L'inspection des installations classées attire également l'attention de l'exploitant concernant le point 1.2 des bordereaux de suivi des déchets. En effet, si l'adresse mentionnée est différente du point 1.1, l'installation identifiée comme point de collecte doit être régulièrement autorisée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 10 : Section 4 – Exploitation

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article 20</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Déchets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R541-45 I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique...</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les bordereaux de suivis de déchets des déchets dangereux présentés sont bien issus de la plateforme trackdéchets, conformément au présent article.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 11 : Section 5 – Risques

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les plans de prévention en vigueur ont été présentés par l'exploitant. Les documents sont portés à la connaissance des différents intervenants. L'ensemble des consignes de sécurités prévues au présent article sont prévus. Ces plans sont réévalués chaque année.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 12: Section 5 – Risques

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de prévention incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'aérogénérateur inspecté le jour de la présente visite dispose d'un extérieur en pied de mât. L'exploitant a indiqué qu'un extincteur se trouvait également en nacelle de l'éolienne. De même un extincteur est présent dans le poste de livraison.</p> <p>Les extincteurs du parc sont inspectés annuellement par un organisme extérieur.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 13 : Section 6 – Bruit

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Autosurveillance</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel du 1^{er} mars, l'exploitant a transmis le rapport acoustique pour le parc éolien objet du</p> |

| |
|--|
| présent rapport. Les installations présentent des niveaux de bruit et d'émergences sonores conformes à la réglementation en vigueur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| N° 14 : Section 8 – Garanties financières |
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31 |
| Thème(s) : Autre, actualisation des garanties financières |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 - Modifié par Arrêté du 10 décembre 2021 - Article 17</p> <p>Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel du 1^{er} mars, l'exploitant a transmis un justificatif de constitution des garanties financières. Elles sont à jour et valables jusqu'en 2025.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |